

Source :

Extrait de « Essai sur les fondements théoriques de l'anarchisme »:

<http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/->

[Essai sur les fondements théoriques de l'anarchisme -.pdf](#)

La question de la conquête du pouvoir

Pendant des années, Marx a tenté de faire adopter par l'organisation le principe de la conquête du pouvoir comme préalable à l'émancipation des travailleurs. L'argumentaire de Bakounine était qu'un tel projet était simplement *impossible*. Les « classes possédantes, exploitantes et gouvernantes », dit-il, « ne feront jamais volontairement, par générosité ou par justice, aucune concession si urgente qu'elle paraisse et si faible qu'elle soit au prolétariat » ; « le prolétariat ne doit rien attendre ni de l'intelligence, ni de l'équité des bourgeois, et encore moins de leur politique, fût-ce même celle des radicaux bourgeois ou des bourgeois soi-disants socialistes ». (*Écrit contre Marx.*)

L'objectif de Marx était la constitution de partis politiques nationaux qui se consacraient à la conquête du pouvoir par l'action parlementaire. Cet aspect de sa stratégie politique a été quelque peu occulté par le marxisme post-léninien ; les marxistes révolutionnaires ne calquaient pas sur la situation en Europe les principes développés par Marx pour les sociétés industrielles mais ceux de Lénine et/ou Trotsky dont le champ d'action a été une société agraire semi-féodale. En fait, la politique développée par le Parti communiste français était, d'un point de vue strictement marxiste, parfaitement orthodoxe. Ce n'est pas sans une certaine ironie que les héritiers de

Bakounine voient aujourd'hui ceux de Lénine et de Trotsky opérer un retour vers l'orthodoxie marxiste, c'est-à-dire social-démocrate.

En Allemagne, le parti social-démocrate fondé par Liebknecht et Bebel, « sous les auspices de Mr Marx », dit Bakounine, « annonçait dans son programme que la *conquête du pouvoir politique était la condition préalable de l'émancipation économique du prolétariat* et que par conséquent l'objet immédiat de ce parti devait être l'organisation d'une large agitation légale pour la conquête du suffrage universel et de tous les autres droits politiques »¹.

La question de la conquête du pouvoir telle qu'elle se posait dans les débats de l'Internationale doit être considérée sans anachronisme. Il n'est pas possible de transposer dans le monde d'aujourd'hui le problème tel qu'il se posait alors. Ce dont il est question, c'est la conquête du pouvoir politique par le suffrage universel. Le discours post-léninien a surdéterminé le concept de prise du pouvoir politique en plaquant sur les sociétés industrielles développées l'image de la prise du Palais d'Hiver. Pour Marx, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. S'il n'exclut pas l'usage de la force, c'est pour imposer, là où il n'existe pas encore, le suffrage universel. Il ne fait *aucun doute* qu'en Russie Marx aurait été favorable à la convocation de l'Assemblée constituante.

Le discours tenu par Marx, *qu'il le veuille ou non*, conforte les positions des sections qui peuvent, ou qui croient pouvoir attendre une amélioration de leur sort par les élections. Les sections qui ne peuvent rien attendre d'une action électorale penchent vers Bakounine : les ouvriers étrangers de Genève, mal payés, méprisés, sans droits politiques ; la jeunesse déclassée d'Italie sans avenir ; les paysans d'Andalousie et d'Italie affamés par les grands propriétaires ; le prolétariat misérable d'Italie ; les ouvriers de l'industrie catalane et les mineurs du Borinage, en Belgique, deux régions où existe un prolétariat concentré et revendicatif, mais dont les moindres grèves sont noyées dans le sang et qui ne peuvent attendre aucune réforme pacifique. Ceux-là ne trouvent dans le discours de Marx rien qui puisse les aider, les soutenir, d'autant que lorsqu'il y a des marxistes (disons plutôt : des gens qui préconisent

¹ *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1872

l'action légale en se réclamant de la direction de l'Internationale), ces derniers s'occupent à casser les mouvements revendicatifs susceptibles d'effrayer les électeurs ², comme ce fut notamment le cas en Suisse.

Les divergences de stratégie se fondent donc grandement sur les différences concrètes de conditions d'existence du prolétariat européen – c'est un fait qu'on ne peut pas évacuer. Néanmoins, ces divergences préexistaient à la constitution de l'Internationale, celle-ci n'ayant servi que de lieu de confrontation. En effet, au-delà de toutes les divergences entre les deux principaux courants de l'AIT, la question de la nécessité de conquérir le pouvoir par les élections n'est qu'un élément d'un ensemble plus vaste :

– Faut-il s'organiser en partis nationaux, conquérir par les élections l'appareil de pouvoir de la bourgeoisie, en conservant sa forme générale, et l'utiliser dans l'intérêt du prolétariat ;

– ou faut-il conquérir le pouvoir social, créer de nouvelles formes, radicalement différentes et conformes à la nature du prolétariat, dans lesquelles il pourra procéder à la reconstruction de la société ?

Là est le fondement de l'opposition entre les deux courants de l'AIT qui deviendront le marxisme d'une part, l'anarchisme de l'autre. Mais ce serait une erreur de limiter cela à une opposition entre Marx et Bakounine, les deux hommes, on l'a vu, n'étant pas les « créateurs » de ces deux courants qui se sont affrontés.

² « Et lorsque la circulaire [il s'agit du texte polémique que Marx rédigea pour le Conseil général : « Les prétendues scissions dans l'Internationale »] accusait le “jeune Guillaume” d'avoir taxé les “ouvriers des fabriques” genevois d'affreux bourgeois, elle omettait purement et simplement de dire que le terme “ouvriers de fabrique” désignait à Genève une couche d'ouvriers privilégiés, bien rémunérés, travaillant dans les industries de luxe et qui avaient passé des compromis électoraux plus ou moins douteux avec certains partis bourgeois. » Franz Mehring, *Karl Marx – Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 529.

Dès 1847 Marx avait posé le problème du pouvoir dans le *Manifeste communiste*, et ne variera que de façon marginale au fil des années :

« La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. »

Les termes ne sont pas anodins : la conquête de la démocratie, c'est le suffrage universel et la représentation de la classe ouvrière dans les institutions de l'Etat.

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives (...) Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat. (...) Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat et qui jouira d'un monopole exclusif. (...) Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport. »

Là encore, les termes ne sont pas anodins. La « suprématie politique » de la classe ouvrière, évoquée ici, est liée à deux facteurs : le prolétariat est la classe la plus nombreuse ; il accède au pouvoir par les élections. Le *Manifeste communiste*, qui est la référence de base de tous les communistes – y compris des courants marxistes révolutionnaires issus de l'expérience de la révolution russe – n'est qu'un manifeste pour la conquête de la démocratie parlementaire et la participation des travailleurs aux élections. Le refus de participer aux élections est perçu par Marx et Engels comme un refus de toute action politique. Engels accusera ainsi les partisans de Bakounine : « Ces messieurs réclament *l'abstention totale de toute action politique*, en particulier la *non-participation à toutes les élections* » (Lettre à Louis Pio, 7 mars 1872), ce qui implique qu'il n'y a *pas d'autre alternative possible*. L'opposition haineuse de Marx et d'Engels envers les abstentionnistes vient de ce que sans les élections les communistes n'accéderont jamais au pouvoir !

Trois remarques : a) L'abstentionnisme électoral est assimilé à un refus de l'action politique ; b) La critique de l'abstentionnisme évacue l'examen des solutions alternatives qui sont proposées ; c) Enfin, pour ce qui concerne Bakounine, on constate dans les faits une attitude qui n'a rien de dogmatique car en plusieurs occasions il conseille à ses amis de participer aux élections. Rappelons que Proudhon lui-même a été élu député en 1848.

Marx avait parfaitement compris le projet de Bakounine, mais il ne s'exprime sur cette question que dans sa correspondance privée, *jamais* dans un texte public :

« La classe ouvrière ne doit pas faire de *politique*. Sa tâche se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants. »

Marx ajoute même ceci :

« Cet âne n'a même pas compris que tout mouvement de classe comme tel est nécessairement un mouvement *politique* et l'a toujours été. » (Lettre à Lafargue, 19 avril 1870.)

En dépit du ton polémique, c'est un parfait résumé de la pensée de Bakounine :

a) La structure de classe de l'Internationale – *grosso modo* sa forme syndicale – est l'ébauche de l'organisation de la société future ;

b) Bien que ne participant pas au jeu des institutions bourgeoises (le Parlement) l'activité de l'Internationale est fondamentalement une activité politique.

C'est *exactement* ce que pensait Bakounine, qui ne rejetait pas l'action politique en tant que telle mais niait qu'elle se limitât à l'action parlementaire ; quant à Marx, dont la pensée est plus complexe que ce que Bakounine peut en savoir à partir des éléments qu'il avait à sa disposition à l'époque, s'il n'exclut pas l'usage de

formes d'action extra-parlementaires – la violence –, ce n'est que marginalement, et afin d'imposer des formes parlementaires.

Si le *Manifeste* reste un texte de base du marxisme, il va de soi qu'en plusieurs dizaines d'années les fondateurs du socialisme dit « scientifique » ont pu varier quelque peu dans leurs analyses. Ainsi, lorsque, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Commune de Paris, Engels écrit une préface à *La Guerre civile en France*, il s'exclame :

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat³. »

La Commune est donc présentée comme la forme sous laquelle s'exerce le pouvoir de la classe ouvrière. Cela ne correspond à rien de ce que Marx et Engels ont pu dire avant l'insurrection communaliste, et à rien de ce qu'ils ont pu dire après. *La Guerre civile en France* est un ouvrage où Marx décrit la Commune en reprenant à son compte le point de vue fédéraliste, alors qu'il haïssait le fédéralisme.

On retrouve le même processus pendant la révolution russe, avec *L'Etat et la Révolution* de Lénine, qui passe pour contenir le summum de la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat, mais où ce dernier n'est qu'une concession formelle à usage rhétorique. De la même manière que Marx écrivit *la Guerre civile en France* dans l'espoir de rallier les blanquistes, Lénine rédigea *L'Etat et la Révolution* pour tenter de se concilier le mouvement libertaire russe, très actif, à une époque où le parti bolchevik ne représentait que peu de chose.

Le flirt libertaire de *La Guerre civile* est perçu comme parfaitement isolé par Franz Mehring.

³ Cf. éditions sociales, 1968, p. 302.

L'expression « dictature du prolétariat » recouvre des acceptions complètement différentes puisque, en 1850, elle signifiait dictature jacobine sans représentation populaire, c'est-à-dire le contraire de ce que dit Engels en 1891. La « dictature du prolétariat » est vidée de tout son sens : elle peut désigner à la fois un régime des plus autoritaires et des plus libertaires ! Mais ce n'est pas tout. Toujours en 1891, Engels fait la critique du programme que la social-démocratie allemande se donnait à Erfurt, et il affirme que la république démocratique est la forme spécifique de la dictature du prolétariat : « ...notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat. » La même année, Engels donne donc comme modèle de la dictature du prolétariat la Commune et la république démocratique, unitaire.

En fait, la formule « dictature du prolétariat » couvre au moins trois concepts :

- Dans le *Manifeste* (1848), elle signifie une république jacobine et démocratique ;
- Dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) et *Les Lutttes de classes en France* (1850), elle signifie une dictature révolutionnaire ultra-centralisée sans représentation populaire ;
- Dans *La Guerre civile*, elle signifie une fédération vaguement libertaire.

Le lecteur un peu attentif pourrait être tenté de trouver une certaine incohérence dans la manière dont les fondateurs du socialisme dit « scientifique » abordent la question des formes du pouvoir. Leurs conceptions sur la question sont en fait déterminées beaucoup plus par les circonstances de temps et de lieu – quitte à changer d'avis au cours de la même année, comme le fit Engels en 1891 – que par des principes précis. Les héritiers de toutes tendances y retrouvent leur compte, même ceux qui veulent mettre en place un « marxisme libertaire » : il suffit de piocher dans le bon texte.

La plupart des ouvrages mentionnés – du *Manifeste* à la *Guerre civile* –, comme la plupart des ouvrages dans lesquels on trouve une

réflexion théorique ou historique sur le pouvoir et ses formes, sont antérieurs à l'unification de l'Allemagne au sein du II^e Reich. *Après* la guerre franco-prussienne, c'est la social-démocratie allemande qui constitue le modèle, imparfait, certes, aux yeux de Marx et d'Engels, mais un modèle quand même. Jusqu'à la Commune, suivie de l'unification du Reich sous la domination prussienne, l'autonomie des sections de l'Internationale n'est pas remise en cause par le Conseil général. C'est ainsi qu'un courrier de ce dernier adressé au bureau central de l'Alliance bakouninienne déclare : « ...il correspond à nos principes de laisser chaque section formuler librement son programme théorique »⁴.

La guerre et l'unification de l'Allemagne provoquent un basculement. Marx et Engels pensent que le rapport de forces a changé : Marx écrit alors à Engels, le 20 juillet 1870, une lettre dans laquelle il déclare que la centralisation de l'Etat en Allemagne sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande, assurant ainsi la prépondérance du prolétariat allemand sur la « scène mondiale » (*sic*) en même temps que « la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon »⁵. Il ne s'agit plus de laisser les sections « formuler librement » leur programme : Marx et Engels raisonnent maintenant en termes d'hégémonie du prolétariat allemand et de prépondérance de « leur » théorie sur les autres. Les rapports à l'intérieur du prolétariat lui-même deviennent des rapports de force⁶.

La conquête du pouvoir est l'objectif, et si Marx et Engels critiquent le parti allemand, jusqu'à accuser ses dirigeants de « crétinisme parlementaire », c'est essentiellement parce qu'il s'y prend mal. C'est ce modèle-là qu'ils tentent d'imposer dans l'Internationale.

L'idée sur laquelle ils se fondent, et qui constitue le nœud de leur doctrine, est que des partis représentant différentes fractions de la bourgeoisie se succèdent pour faire l'expérience du pouvoir et s'y « ruinent », selon l'expression d'Engels, avant que le prolétariat leur

⁴ Lettre du 20 mars 1869.

⁵ Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870.

⁶ Cf. infra : « La révolution “par en haut” ».

succède. Des alliances du parti ouvrier avec ces partis peuvent accélérer ce processus : « Et c'est alors que ce sera notre tour⁷. »

Lorsque au congrès de La Haye, lors duquel Marx et Engels entamèrent une vague d'exclusions massives, Marx déclara qu'il fallait faire la part des institutions, des mœurs, des traditions des différents pays et qu'il est possible que dans certains d'entre eux, en Angleterre, en Amérique et peut-être en Hollande, les travailleurs « peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques », mais, ajoute-t-il, « dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions »⁸. Il faut comprendre que la « force » est, dans les pays despotiques, le moyen par lequel la classe ouvrière effectue une révolution politique pour imposer le suffrage universel et le régime parlementaire.

⁷ Engels, Lettre du 12-13 juin 1883, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 177.

⁸ Marx, discours de clôture au congrès d'Amsterdam (1872).